

RÉSEAU DE LA SANTÉ

Un regroupement propose 15 solutions

LIA LÉVESQUE

La Presse canadienne

MONTREAL — Un regroupement hétéroclite de médecins, de patients, de gestionnaires du réseau de la santé et de la CSN s'est réuni, lundi, pour proposer quelques pistes de solution pour tenter de régler différents problèmes du réseau de la santé.

Par leurs «15 solutions», ils disent vouloir améliorer l'accès aux soins, réduire le fardeau de tâche et l'épuisement du personnel, assurer une plus grande continuité des services et soins, par exemple.

Les quatre groupes ont rencontré la presse, lundi à Montréal, soit l'Alliance des patients pour la santé, l'Association médicale du Québec, l'Association des cadres supérieurs de la santé et des services sociaux ainsi que la CSN.

Plusieurs de leurs solutions ont toutefois déjà été entendues, comme mettre en place un régime universel et public d'assurance médicaments, valoriser les professions de la santé, revoir le mode de rémunération des médecins,

favoriser le travail en équipe et l'interdisciplinarité, mieux financer les soins aux aînés.

Président de l'Association médicale du Québec, le Dr Hugo Viens ne revendique pas plus d'argent dans le réseau. «L'AMQ dit depuis plusieurs années qu'il y a assez d'argent dans le réseau. Ce qu'il faudrait réussir à faire, c'est de rendre les services accessibles et de donner des services de qualité en utilisant des indicateurs qui sont aussi utilisés dans le réseau et qui vont nous permettre de savoir si ce qu'on fait est bien fait et fait de la bonne façon», a-t-il résumé.

Le groupe pose entre autres l'éternelle question de la révision du mode de rémunération des médecins.

«Sans entrer dans un débat sur l'ampleur ou l'importance de la rémunération, on considère qu'à l'intérieur des enveloppes actuelles, on pourrait très bien travailler autrement et rendre le service plus accessible», a opiné le Dr Viens.

«Donc, il y a des économies importantes pour le réseau à travailler autrement, même si tout



Les 15 solutions proposées permettront, entre autres, d'améliorer l'accès aux soins, de réduire le fardeau de tâche et l'épuisement du personnel et d'assurer une plus grande continuité des services et soins. — PHOTO: LA PRESSE

le monde garde, au niveau de la rémunération, les mêmes enveloppes. Ça se fait avec des économies et on pourrait ensuite réinvestir ces économies-là», croit-il.

Fait à noter, bien que le

regroupement parle d'interdisciplinarité et du travail en équipe, des actes délégués et des ordonnances collectives, ni la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), qui représente la grande majorité des infirmières

et infirmières auxiliaires au Québec - 75 000 membres - ni l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), qui représente 52 000 diplômés universitaires et collégiaux dans les laboratoires, imagerie médicale, services psychosociaux, réadaptation, nutrition et prévention n'ont été sollicitées pour faire partie du regroupement.

Reste qu'à un an des élections générales au Québec, le regroupement veut retrousser ses manches et reprend le bâton du pèlerin dans l'espoir d'obtenir les changements souhaités.

Parmi ses autres solutions, on trouve aussi l'augmentation du financement de la santé publique, une décentralisation de la gestion des politiques de santé publique, une cogestion avec le personnel en place.

Il a déjà obtenu un engagement de rencontre avec trois des quatre principaux partis représentés à l'Assemblée nationale afin de présenter ses solutions et d'en discuter. Le seul qui n'a pas encore accepté est le parti au pouvoir.

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU FÉDÉRAL

Des déficits moins élevés que prévu

OTTAWA (PC) — Le gouvernement Trudeau dévoilera mardi de nouvelles projections montrant des déficits annuels moindres que ce qui était anticipé dans les prochaines années.

Le gouvernement ne devrait pas offrir un échancier de retour à l'équilibre budgétaire, malgré un rendement économique d'une vigueur inattendue au début de 2017.

Un haut responsable gouvernemental a indiqué que la mise à jour économique de l'automne montrera des perspectives améliorées pour les prochaines années, bien qu'Ottawa annoncera de nouvelles mesures en plus des nouvelles

projections.

Le haut responsable a affirmé que les nouvelles mesures viseront à fournir des outils pour les gens de la classe moyenne afin qu'ils continuent à contribuer à l'économie.

Des experts prédisent que le bond de croissance inattendu cette année offrira au gouvernement fédéral une marge de manœuvre additionnelle d'environ 10 milliards \$ dans chacune des deux prochaines années.

Les libéraux espèrent probablement que le document contiendra suffisamment de bonnes nouvelles économiques pour détourner l'attention de la controverse sur les

conflits d'intérêts ayant éclaboussé le ministre des Finances, Bill Morneau, depuis environ une semaine.

La semaine dernière, M. Morneau a promis de vendre 21 millions \$ d'actions de l'entreprise familiale de ressources humaines, Morneau Shepell, qu'il a travaillé à bâtir durant 25 ans. Il a aussi promis de placer le reste de ses avoirs dans une fiducie sans droit de regard.

Des députés de l'opposition ont appelé l'ancien administrateur de Bay Street à dévoiler s'il s'était récusé de la prise de décisions sur le projet de loi sur la retraite qui profitera probablement, selon eux, à Morneau Shepell.

MAIRIE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

L'éditeur Michel Brûlé se retire de la course

MONTREAL (PC) — L'éditeur Michel Brûlé retire sa candidature à la mairie de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Des allégations d'inconduite sexuelle ont été formulées à son endroit la semaine dernière, notamment de la part d'anciennes

employées.

Michel Brûlé nie avoir eu des comportements déplacés envers certaines de ses employées.

Le fondateur des Éditions des Intouchables avait brigué le poste de maire de Montréal en 2013.

Des amendes pour les «zombies du téléphone»

LOS ANGELES (AFP) — La ville d'Honolulu, dans l'État américain de Hawaï, ne plaisante plus avec les piétons obnubilés par leur cellulaire: à partir de mercredi, traverser la rue en lisant ou en tapotant son téléphone portable sera passible d'une amende pouvant atteindre 35 dollars.

C'est la première grande ville américaine à s'attaquer aux «zombies des téléphones», comme sont surnommés ces piétons scotchés à leur écran et devenus un véritable problème de santé publique.

Signée fin juillet par le maire d'Honolulu Kirk Caldwell, cette mesure

entre en vigueur mercredi et stipule qu'«aucun piéton n'a le droit de traverser une rue ou une voie rapide en regardant un appareil électronique». Il est toutefois encore autorisé de parler au téléphone en traversant, tant qu'on regarde devant et autour de soi. «C'est une législation phare qui place la barre très haut en matière de sécurité», avait expliqué Brandon Elefante, membre du conseil municipal, cité par le *New York Times*, au moment de la signature de cette mesure qu'il a initiée.

La dernière, près de 6000 piétons ont été tués par des voitures.

Un Canadien sur trois ressent déjà la hausse des taux, selon un sondage

TORONTO (PC) — Un Canadien sur trois ressent déjà les effets des hausses des taux d'intérêt, suggèrent les résultats d'un nouveau sondage.

Selon les résultats de l'enquête réalisée pour la firme spécialisée en insolvabilité MNP, quatre personnes interrogées sur dix se

disaient inquiètes de connaître des difficultés financières si les taux d'intérêt devaient continuer à grimper.

Sept répondants sur six ont indiqué qu'ils feraient davantage attention à leurs dépenses si les taux continuaient à grimper.

La Banque du Canada a haussé

son taux d'intérêt directeur à deux reprises cette année, ce qui a convaincu les grandes banques du pays de faire de même avec leurs taux préférentiels.

L'enquête a été réalisée en ligne par Ipsos pour MNP entre le 18 et le 21 septembre, auprès de 2005 adultes canadiens.